

Point d'actualités Coronavirus – Zone Côte d'Ivoire (11/05)
FAM d'après informations SER / CAA de la zone

Contexte général

Situation de l'épidémie au 08/05/2020 :

Nombre de cas détectés (Nombre de décès imputés au COVID 19)

Burkina Faso : 736 (48)

Côte d'Ivoire : 1571 (20)

Cap Vert : 218 (2)

Guinée : 1927 (11)

Gambie : 18 (1)

Guinée Bissau : 563 (2)

Libéria : 189 (2)

Mali : 654 (32)

Mauritanie : 8 (1)

Sénégal : 1492 (13)

Sierra Leone : 231 (16)

Côte d'Ivoire / Alassane Ouattara annonce l'allègement des mesures de confinement et fait le bilan des mécanismes de soutien, déjà financés par l'Etat à hauteur de 190 Mds FCFA depuis le début de la pandémie

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19, le chef de l'Etat ivoirien a adressé un discours à la Nation le 7 mai 2020, pour la deuxième fois depuis le début de l'épidémie. Dans son discours, il a annoncé la **levée de plusieurs mesures à l'intérieur du pays, notamment la levée du couvre-feu et celle des restrictions portant sur les restaurants, maquis et bars, ainsi que la réouverture des établissements scolaires. Concernant le Grand Abidjan, le couvre-feu est maintenu** jusqu'au 15 mai, mais ses horaires sont allégés (de 23h à 4h, contre 21h-5h précédemment). **Les mesures de restrictions sur les établissements de nuit et les écoles restent en vigueur.** Elles seront également levées le 15 mai si les indicateurs d'évolution de la pandémie continuent de s'améliorer. Enfin, **l'isolement du Grand Abidjan est maintenu.**

Le Président Ouattara a également indiqué que le gouvernement a déjà décaissé 190 Mds FCFA dans le cadre des différents mécanismes de soutien. Ce montant comprend : (i) 50 Mds FCFA pour le fonds de solidarité ; (ii) 40 Mds FCFA pour le fonds de soutien aux PME ; (iii) 30 Mds FCFA pour le fonds de soutien aux grandes entreprises ; (iv) 20 Mds FCFA pour le fonds d'appui au secteur informel ; (v) 50 Mds FCFA en soutien au secteur agricole, dont 10 Mds FCFA pour le vivrier. Des cabinets privés internationaux ont été recrutés pour accompagner les organes de gestion des différents fonds.

Circulation des marchandises (certificats sanitaires, difficultés de circulation et d'acheminement, difficultés export/import)

Côte d'Ivoire : Filière maraichage et tubercules : analyse des partenaire technique et financier : la perte de confiance entre acteurs des filières complique les difficultés logistiques: Dans le court terme, ces filières ne sont pas confrontées à un problème de disponibilité dans les zones de production mais plutôt à des difficultés d'approvisionnement du centre urbain d'Abidjan en raison non seulement des problèmes de logistique de transport occasionnés par la campagne anacarde mais aussi des difficultés liées à l'obtention des autorisations de circuler. Dans ce cadre, l'armée nationale pourrait être mobilisée pour aider à fluidifier l'approvisionnement d'Abidjan en légumes et maraichers.

Il existe, par ailleurs, **un problème réel de confiance entre les producteurs qui exigent d'être payés cash et les commerçants qui veulent acheter les produits à crédit**. Ce problème de confiance pourrait être réglé en partie par une intervention de l'Etat auprès des institutions financières pour « huiler » les transactions.

Problématiques spécifiques à certaines filières (difficulté d'appro, d'écoulement, de gestion de co-produits ...)

Mali : baisse du prix au producteur de coton pour la campagne 2020/2021

Le prix au producteur de coton au Mali est fixé pour la campagne 2020/21 à 200 FCFA (0,3 EUR) le kilo pour le premier choix, soit 75 FCFA en moins par rapport à la campagne précédente. **Cette baisse est imputable à la chute des cours internationaux du coton (-18% depuis le début de l'année), en raison de la pandémie de COVID19, estimée à 12% sur l'année pour 2020 par le Comité consultatif international du coton**. Avec un tel prix, le ministre malien de l'Agriculture a précisé que le gouvernement maintenait pour la campagne 2020/21 la subvention de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) aux producteurs et qu'elle serait transformée en bonus de 15 FCFA (2 centimes EUR) par kilo en fonction de la quantité produite lors de la campagne précédente. Une mesure qui pourrait inciter les producteurs à maintenir leur niveau de production.

Côte d'Ivoire : Le coronavirus pourrait coûter plus de 400 M USD aux filières du cajou et du coton en 2020

Selon le directeur du Conseil coton et de l'anacarde (CCA), Adama Coulibaly, les filières anacarde et coton s'attendent à une perte globale de recettes à l'exportation d'environ 410 M USD (378,2 M EUR) en raison des conséquences économiques liées au coronavirus. En effet, **le prix de la tonne de noix de cajou (environ 600 000 tonnes exportées par la Côte d'Ivoire cette année, principalement vers le Vietnam et l'Inde) est passé de 1400 USD à 900 USD depuis janvier 2020**. Le cours du coton a également baissé.

Mesures spécifiques secteur agricole et alimentaire

Burkina Faso : l'Etat prévoit une assistance alimentaire au profit des personnes les plus vulnérables frappées par les effets du COVID 19 :

La ministre en charge de l'Action sociale, Marie Laurence Ilboudo, a annoncé à l'issue du Conseil des ministres du 29 avril 2020, des mesures visant à accompagner les personnes vulnérables dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. **A ce titre, 2 millions de personnes à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (déplacés internes, femmes travaillant dans le secteur informel, enfants des rues, anciens détenus, etc.) bénéficieront d'une assistance alimentaire**, sous deux formes : (i) la distribution de vivres et (ii) le transfert d'argent à hauteur de 20 000 FCFA (30,5 EUR) par mois, qui touchera 3000 ménages, pendant trois mois. Le coût de ces mesures n'a pas été précisé. Elles pourraient être étendues au reste du pays et bénéficier à terme à 50 000 ménages.

Sénégal : Campagne agricole : rallonge budgétaire de 20 Mds FCFA pour l'accès aux intrants

Le Président Macky Sall a décidé d'allouer 20 Mds FCFA (30,4 M EUR) supplémentaires au budget du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural en vue de **faciliter l'accès aux intrants lors de la prochaine campagne agricole**. L'objectif est de déployer davantage de moyens pour atteindre l'autosuffisance alimentaire après la crise du COVID-19.

Mesures transversales de soutien à l'économie

Mali : COVID -19 : Approbation d'un aide d'urgence de 200 M USD par le FMI

Le 30 avril 2020, le conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement de 146,7 M DTS (200 M USD, soit 78,6 % de la quote-part) en faveur du Mali au titre de la facilité de crédit rapide (FCR).

Cet appui financier fait en plus de l'approbation récente d'un allègement du service de la dette envers le FMI d'environ 10 M USD pour les six prochains mois, au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. Ce nouveau financement doit permettre au Mali de faire face au COVID-19 et à l'impact économique des mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie. Selon le FMI, le choc de la COVID-19 frappe durement l'économie malienne, alors même que le pays fait déjà face à une situation sociale et sécuritaire difficile. Les perspectives économiques se sont significativement détériorées, avec une croissance qui devrait se situer en dessous de 1% en 2020.